

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

COFICA BAIL

Société anonyme au capital de 14.485.544 euros
Siège social : 1, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
339 181 924 RCS PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société COFICA BAIL

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société COFICA BAIL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opération de crédit-bail

Votre société comptabilise des amortissements comptables et dérogatoires sur les immobilisations faisant l'objet d'opération de crédit-bail (notes 1.B, 2.B, 3.D, 6.C de l'annexe aux comptes annuels). Nous avons examiné les modalités d'amortissement retenues de ces immobilisations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous :

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Paris-La Défense, le 13 mai 2025
Les commissaires aux comptes

Bdo paris
Benjamin IZARIÉ

Deloitte & associés
Jean-Vincent COUSTEL

1. COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024

(En milliers d'euros)	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	2.A	2 730	2 529
Intérêts et charges assimilées	2.A	-70 361	-37 514
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	2.B	523 965	470 622
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	2.B	-426 122	-367 254
Commissions (produits)	2.C	937	1
Commissions (charges)	2.C	-128	-215
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			-2
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	2.D	27 601	27 755
Autres charges d'exploitation bancaire	2.D	-5 904	-5 003
Produit net bancaire		52 718	90 919
Frais de personnel	5.A	-529	-548
Charges générales d'exploitation	2.E	-17 585	-16 179
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles			-420
Résultat brut d'exploitation		34 604	73 772
Coût du risque	2.F	-12 472	-11 276
Résultat d'exploitation		22 132	62 496
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2.G	111	-1 201
Reprises nettes aux provisions réglementées		-15 702	-1 277
Résultat courant avant impôt		6 541	60 018
Impôt sur les bénéfices	2.H	-1 739	-15 498
Résultat net		4 802	44 520

2. BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

(En milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actif			
Caisse, banques centrales et CCP			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.A	25 607	31 271
Opérations avec la clientèle	3.B	389	442
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	3.C		
Parts dans les entreprises liées	3.C	1	1
Crédit-bail et location avec option d'achat	3.D	2 372 387	2 013 771
Immobilisations incorporelles	3.E	1 218	1 218
Immobilisations corporelles	3.E		
Autres actifs	3.F	139 192	81 331
Comptes de régularisation	3.G	21 476	14 271
Total actif		2 560 270	2 142 305
Dettes			
Banques centrales et CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	3.A	2 090 007	1 697 983
Opérations avec la clientèle	3.B	16 822	33 758
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	3.F	41 113	34 886
Comptes de régularisation	3.G	52 844	39 151
Provisions	3.H	3 459	1 006
Dettes subordonnées			
Total dettes		20 204 245	1 806 784
Capitaux propres	6.A		
Capital souscrit		14 486	14 486
Prime d'émission		6 353	6 353
Réserves		-98 397	-142 917
Provisions réglementées et subventions d'investissement		428 781	413 079
Résultat de l'exercice		4 802	44 520
Total capitaux propres		356 025	335 521
Total passif		2 560 270	2 142 305
Hors bilan			
Engagements donnés :			
Engagements de financement	4.A	192 574	318 445
Engagements de garantie	4.B		
Engagements reçus :			
Engagements de financement	4.A		
Engagements de garantie	4.B	115	115

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Cofica Bail le 1er avril 2025.

1 – RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les comptes sociaux de Cofica Bail sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux sociétés de financement tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié et complété notamment par les règlements ANC n°2018-01, n°2016-07 et ANC 2015-06.

Les faits marquants de l'exercice sont les suivants :

- ✓ Un marché de la LOA toujours dynamique en VN et en VO (*source ASF YTD à fin novembre 2024 : +8 % en VN et + 29.6 % en VO*).
- ✓ Un partenariat avec JLR qui fait une année remarquable en volume (+ 172 M€ en LOA vs 2023).
- ✓ Un fort développement de la LOA sur des partenariats existants :
 - Aramis +37M€,
 - Honda +15 M€,
 - Suzuki +16 M€, et
 - Volvo +25 M€.

1.A - CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur nature : créances et dettes à vue ou à terme. Les intérêts courus sur ces créances et ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les créances et les dettes rattachées.

1.B - CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET LOCATION SIMPLE

Il s'agit des immobilisations nettes d'amortissements et des loyers impayés nets des dépréciations. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur brute de l'encours et la valeur actualisée au taux de rendement interne des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

L'encours douteux des opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location longue durée comprend les échéances impayées des dossiers présentant au moins un loyer impayé depuis plus de trois mois. Des délais de déclassement plus courts peuvent être retenus, notamment pour les créances rendues exigibles ou dépréciées.

Les encours douteux compromis qui constituent une sous-catégorie des encours douteux se composent des créances contentieuses et les loyers impayés des dossiers classés en douteux depuis plus d'un an.

Les durées d'amortissement pratiquées sur les principales catégories de matériels financés sont :

- 4 ans pour les automobiles, deux-roues et camping-cars,
- 5 ans pour les caravanes,
- 5 à 10 ans selon les bateaux.

Cofica Bail suit les préconisations du communiqué du CNC du 6 décembre 2005 ainsi que de l'avis 2006C du 04 octobre 2006 du Comité d'Urgence relatifs aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées prévues aux articles 313-7 et 313-1 du Code monétaire et financier.

1.C - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation suivant le mode linéaire ou le mode dégressif pour le matériel informatique.

Les durées d'amortissement retenues sont :

- 10 ans pour le mobilier,
- 3 à 5 ans pour les autres immobilisations corporelles.

1.D - TITRES

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de placement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Les titres de placement, acquis avec un objectif de détention supérieure à 6 mois, sans que cet objectif implique une conservation jusqu'à l'échéance, sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition et de leur prix de marché.

Conformément à la réglementation, les parts spécifiques émises par les fonds communs de créances qui supportent par priorité les risques de défaillance des débiteurs de créances constituant ces fonds entrent dans cette catégorie.

Les autres titres détenus à long terme sont des actions et valeurs assimilées que la société entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées, inscrits ou non à la cote officielle, sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée à hauteur de l'écart constaté.

La valeur d'utilité est évaluée :

- pour les entités consolidées, sur la base de la valeur en consolidation des filiales concernées (actif net consolidé),
- pour les autres entités, sur la base de l'actif net comptable social des titres.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de provisions sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

1.E - AVANTAGES BENEFICIANT AU PERSONNEL

Les avantages consentis au personnel de Cofica Bail sont classés en quatre catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement. Pour cette catégorie, l'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a bénéficié des services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.
- les avantages à long terme qui désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, et qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ces opérations sont provisionnées dans les comptes de l'exercice auquel elles se rapportent. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, et les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.
- les indemnités de fin de contrat de travail qui résultent de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation par Cofica Bail du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite ou de la décision de membres du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation.
- les avantages postérieurs à l'emploi constitués par les compléments de retraite bancaire, et les primes de fin de carrière.

Conformément aux principes généralement admis, Cofica Bail distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies » ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies » sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Lorsque le montant des actifs de couverture excède la valeur de l'engagement, un actif n'est comptabilisé que s'il est représentatif d'un avantage économique futur prenant la forme d'une économie de cotisations futures ou d'un remboursement attendu d'une partie des montants versés au régime.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Jusqu'au 31 décembre 2012, Cofica Bail appliquait la méthodologie dite « du corridor » pour comptabiliser les écarts actuariels sur ces engagements. Cette méthode autorise à ne reconnaître, à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée résiduelle moyenne d'activité des membres du personnel, que la fraction des écarts actuariels qui excède la plus élevée des deux valeurs suivantes : 10 % de la valeur actualisée de l'obligation brute ou 10 % de la valeur de marché des actifs de couverture du régime à la fin de l'exercice précédent.

Les conséquences des modifications de régimes relatives aux services passés sont reconnues en résultat de façon étalée dans le temps jusqu'à l'acquisition complète des droits sur lesquels ont porté lesdites modifications.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

Les écarts actuariels et les effets de plafonnement de l'actif sont comptabilisés intégralement en résultat ; le produit attendu des placements est déterminé en utilisant le taux d'actualisation des engagements.

1.F - ENREGISTREMENT DES PRODUITS ET DES CHARGES

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts. Les coûts marginaux de transaction que la société supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

L'application du règlement ANC 2014-7 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, conduit Cofica Bail à enregistrer les commissions réglées aux intermédiaires qui transmettent les demandes de la clientèle, de manière étalée sur la durée de vie des contrats. De fait, ces opérations précédemment classées en « charges générales d'exploitation » sont enregistrées en « intérêts et produits assimilés ».

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

1.G - COUT DU RISQUE

La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

1.H - IMPOT SUR LES SOCIETES

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, Cofica Bail comptabilise un impôt d'impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès que ces derniers ont été votés. Il ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte s'il y a lieu de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

2 - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024

2.A – INTERETS PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES

(En milliers d'euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	2 730	-70 361	2 529	-37 514
Comptes à vue, prêts et emprunts	2 730	-70 361	2 529	-37 514
Produits et charges d'intérêts	2 730	-70 361	2 529	-37 514

2.B – PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES

(En milliers d'euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Clientèle	523 965	-426 122	470 622	-367 254
Loyers et dotations aux amortissements sur opérations de crédit bail	481 817	-416 204	433 404	-358 627
Plus ou moins values réalisées sur cession	22 219	-5 977	32 358	-5 465
Autres opérations de crédit-bail	19 929	-3 941	4 860	-3 162
Produits et charges sur opérations de crédit-bail	523 965	-426 122	470 622	-367 254

2.C – COMMISSIONS NETTES

(En milliers d'euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	7		1	
Prestations de services financiers	930	-128		-215
Produits et charges de commissions	937	-128	1	-215

2.D – AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(En milliers d'euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits et charges d'assurance	8 486		12 219	
Autres produits et charges	19 115	-5 904	15 536	-5 003
Produits et charges d'exploitation bancaire	27 601	-5 904	27 755	-5 003

2.E - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts et Taxes	-1 284	-1 113
Autres charges générales d'exploitation	-16 301	-15 066
Charges générales d'exploitation	-17 585	-16 179

2.F - COUT DU RISQUE

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	7 470	-7 710
Créances irrécouvrables	-19 988	-3 693
Récupérations sur créances amorties	46	127
Coût du risque	-12 472	-11 276

2.G – GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES

(En milliers d'euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Parts dans les entreprises liées	426	-315		-273
Immobilisations d'exploitation				-928
Pertes nettes sur actifs immobilisés	111		-1 201	

2.H - IMPOT SUR LES BENEFICES

La société est membre du groupe d'intégration fiscale dont BNP PARIBAS est la société-mère.
Le poste « Impôt sur les bénéfices » se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts courants de l'exercice	-1 386	-5 354
Impôts différés de l'exercice	-353	-10 144
Impôt sur les bénéfices	-1 739	-15 498

3 - NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2024**3.A - CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Prêts et créances	25 607	31 271
Comptes ordinaires débiteurs	245	576
Comptes à terme et prêts	25 362	30 695
Prêts et créances sur les établissements de crédit	25 607	31 271
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>2</i>	<i>695</i>

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dépôts et emprunts	2 090 007	1 697 983
Comptes ordinaires créditeurs	8 678	23 040
Comptes à terme et emprunts	2 081 329	1 674 943
Dettes envers les établissements de crédit	2 090 007	1 697 983
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>44 329</i>	<i>21 873</i>

3.B – OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Autres sommes dues à la clientèle	389	442
Opérations avec la clientèle - Actif	389	442

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Autres sommes dues à la clientèle	16 822	33 758
Opérations avec la clientèle - Passif	16 822	33 758

3.C - TITRES DETENUS

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Parts dans les entreprises liées	1	1
<i>Dont provisions</i>	3 953	3 638
Parts dans les entreprises liées	1	1

L'évolution des titres de participation, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées au cours de l'exercice est présentée ci-après :

En milliers d'euros	Valeurs brutes				Provisions				Valeurs nettes			
	31/12/23	Acquisitions	Remboursements et cessions	Transferts et autres variations	31/12/24	31/12/23	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/24	31/12/24	31/12/23
Parts dans les entreprises liées	3 638	315			3 953	3 638	315			3 953	1	1
Immobilisations financières	3.638	315			3 953	3 638	315			3 953	1	1

3.D – CREDIT BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT

(En milliers d'euros)	31 décembre 2023	Acquisitions	Cessions	31 décembre 2024
Valeurs brutes	2 618 178	1 174 483	-811 418	2 981 242
Amortissements	-704 105	-411 878	394 457	-721 526
Valeurs nette comptable	1 914 073	762 605	-416 962	2 259 716
Créances rattachées	88 129			98 686
Créances douteuses	59 902			55 323
Dépréciations pour créances douteuses	-48 333			-41 339
Opération de crédit bail	2 013 771			2 372 387

3.E – IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024			31 décembre 2023
	Montant brut	Amort. et provisions	Montant net	Montant net
Logiciels informatiques	905	-905		
Autres immobilisations incorporelles	1 218		1 218	1 218
Immobilisations incorporelles	2 123	-905	1 218	1 218
Equipement, mobilier, installations	12	-12		
Immobilisations corporelles	12	-12		

3.F - AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Avances permanentes aux GIE	25	25
Etat, Impôts et taxes *	123 678	67 064
Autres actifs divers	15 489	14 242
Autres actifs	139 192	81 331
Etat, Impôts et taxes *	1 857	1 028
Autres passifs divers	39 256	33 858
Autres passifs	41 113	34 886
* Le taux d'impôt sur les bénéfices appliqué en 2024 est de 25%.		

3.G - COMPTES DE REGULARISATION

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Produits à recevoir	15 701	7 136
Autres comptes de régularisation débiteurs	5 775	7 135
Comptes de régularisation - actif	21 476	14 271
Charges à payer	11 493	14 487
Produits constatés d'avance	39 457	22 568
Quote part à verser aux actionnaires		
Autres comptes de régularisation créditeurs	1 894	2 096
Comptes de régularisation - passif	52 844	39 151

3.H – PROVISIONS

(En milliers d'euros)	31 décembre 2023	Dotations	Reprises	Autres variations	31 décembre 2024
Provision pour charge de retraite	8		-10		-2
Autres provisions	998	2 891	-428		3 461
Provisions	1 006	2 891	-438		3 459

4 – ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE**4.A – ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT**

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Clientèle		
Engagements en faveur de la clientèle	192 574	318 445
Engagements de financement donnés	192 574	318 445

4.B – ENGAGEMENTS DE GARANTIE

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Etablissements de crédit		
Engagements de garantie donnés		
Etablissements de crédit	115	115
Engagements de garantie reçus	115	115

5- REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL**5.A - FRAIS DE PERSONNEL**

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements	-334	-338
Charges sociales et fiscales	-138	-168
Participation et Intéressement des salariés	-57	-42
Total frais de personnel	-529	-548

Les effectifs moyens permanents en 2024 se décomposent comme suit :

En nombre	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Cadres	4	4
Agent de maîtrise	2	2
Total Cofica Bail	6	6

5.B - ENGAGEMENTS SOCIAUX**Avantages postérieurs à l'emploi relevant de régimes à prestations définies**

Les régimes à prestations définies subsistant en France font l'objet d'évaluations actuarielles indépendantes selon la méthodologie des unités de crédit projetées afin de déterminer la charge correspondant aux droits acquis par les salariés et aux prestations restant à verser aux préretraités et retraités. Les hypothèses démographiques et financières utilisées pour estimer la valeur actualisée des obligations et des actifs de couverture de ces régimes tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou sociétés du Groupe. La fraction des écarts actuariels à amortir, après application de la limite conventionnelle de 10% (méthode du corridor), est calculée séparément pour chaque plan à prestations définies.

Le personnel de Cofica Bail bénéficie de diverses prestations contractuelles telles que les indemnités de départ ou de fin de carrière. En France, la couverture de ces indemnités fait l'objet d'un contrat externalisé auprès d'une compagnie d'assurances extérieure au Groupe.

En France, les changements induits par la réforme des retraites promulguée le 14 avril 2023 constituent une modification de régime pour les indemnités de fin de carrière dont l'impact comptabilisé en compte de résultat est non significatif.

6 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**6.A – TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES**

(En milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission et autres primes	Résultat et réserves de la période	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2022	14 486	6 353	268 788	289 626
Dividendes sur le résultat de l'exercice 2022				
Autres variations				
Provisions règlementées			1 375	1 375
Résultat de l'exercice 2023			44 520	44 520
Capitaux propres au 31 décembre 2023	14 486	6 353	314 683	335 521
Dividendes sur le résultat de l'exercice 2023				
Autres variations				
Provisions règlementées			15 702	15 702
Résultat de l'exercice 2024			4 802	4 802
Capitaux propres au 31 décembre 2024	14 486	6 353	335 187	356 025

Le capital social de Cofica Bail d'un montant de 14 486 milliers d'euros est composé de 1 810 693 actions entièrement libérées, d'un montant nominal de 8 euros.

Le montant des réserves est constitué de 1 280 milliers d'euros de réserve légale, de 487 milliers d'euros d'autres réserves, de 100 164 milliers d'euros de report à nouveau débiteur et de 428 781 milliers d'euros de provisions règlementées.

6.B – ECHEANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

(En milliers d'euros)	Opérations à vue au jour le jour	Durée restant à courir					
		Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Dont Provisions	Total
Emplois							
Créances sur les établissements de crédit	25 362	245					25 607
Opérations avec la clientèle et crédit-bail	157 514	41 255	175 456	1 930 645	67 905	-45 223	2 372 775
Ressources							
Dettes envers les établissements de crédit et Banques Centrales et CCP	53 007	105 000	652 000	1 280 000			2 090 007
Opérations avec la clientèle		16 822					16 822

6.C – PASSAGE DU RÉSULTAT SOCIAL AU RÉSULTAT FINANCIER

Le passage du résultat social au résultat financiers s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros au 31/12/2024)	2024
Encours financier	2 160 720
Valeur nette comptable des immobilisations louées	-2 259 716
Loyers courus non échus	13 458
Loyers non courus	-1 581
Quote part de résultat financier de Loisirs Finance revenant à Coficabail	
Amortissements dérogatoires	428 781
Réserve latente brute au 31/12/2024	341 662
Impôt Différé sur réserve latente	-88 251
Réserve latente nette au 31/12/2024	253 410
Réserve latente nette au 31/12/2023	251 150
Variation de réserve latente	2 260
Résultat social au 31/12/2024	4 802
Résultat net financier de la société coficabail	6 980

6.D - EVENEMENT POST CLOTURE

Un contrôle fiscal a démarré début janvier 2025 qui porte sur les exercices 2022 et 2023.

6.E - INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES ET AUX ENTREPRISES AYANT UN LIEN DE PARTICIPATION

(En Milliers d'euros au 31 décembre 2024)	Entreprises liées
Hors bilan	
Engagements de financement	
Engagements de caution reçus	115

Sont considérées comme entreprises liées, toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP PARIBAS SA.

6.F- IDENTIFICATION DES SOCIETES CONSOLIDANTES

Cofica bail est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Personal Finance (siège social: 1 boulevard Haussmann 75318 PARIS), elle-même consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS (siège social: 16 Boulevard des Italiens 75009 PARIS).

6.G- RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à la disposition des actionnaires à l'adresse du siège administratif (143, rue Anatole France 92300 Levallois Perret).

6.H - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires versés aux commissaires aux comptes figurant au résultat de l'exercice et correspondant à leur mission de contrôle légal des comptes sociaux et consolidés pour l'exercice 2024 se sont élevés à la somme de 32 000 euros.

La répartition des honoraires entre les deux commissaires aux comptes est présentée ci-après :

- 20 000 € hors frais et hors taxes pour le cabinet Deloitte & Associés
- 12 000 € hors frais et hors taxes pour le cabinet BDO Paris

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société COFICA BAIL

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris et Paris-La Défense, le 13 mai 2025
Les commissaires aux comptes

Bdo paris
/Dss2/
Benjamin IZARIÉ

Deloitte & associés
/DSS1/
Jean-Vincent COUSTEL

Affectation du résultat

L'Assemblée, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve le projet d'affectation du résultat de l'exercice 2024 présenté par le Conseil d'administration et décide de l'affecter de la manière suivante :

Bénéfice à répartir	
Résultat net	4.801.877,18
Report à nouveau débiteur	(100.163.620,45)
Total	(95.361.743,27)
Emplois	
Dividendes	
Report à nouveau débiteur	(95.361.743,27)
Total	(95.361.743,27)

L'Assemblée indique, en conséquence, qu'aucun dividende ne sera versé au titre l'exercice 2024.

En outre, l'Assemblée constate qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois exercices précédents.